

LE SAVIEZ-VOUS ?

- Le montant prévisionnel des **recettes** de l'État est de 243 milliards d'euros pour 2018.
- Le montant prévisionnel des **dépenses** de l'État est de 329 milliards d'euros pour 2018.
- Par différence, le déficit public serait donc de 86 milliards d'euros pour 2018.
- La fraude et l'évasion fiscale = déficit budgétaire de 80 milliards d'euros/an
- Le Fisc français a perdu 1/3 de ses emplois en 15 ans soit près de 40 000 emplois.

QUI COÛTE CHER A LA SOCIÉTÉ ?

- L'optimisation fiscale (existence de 400 niches fiscales) profite aux plus riches = perte de 200 milliards d'euros/an
- 660 subventions différentes bénéficient aux entreprises.
- par le biais du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi), l'État reverse aux entreprises 20 milliards d'euros/an depuis 2013. C'est un cadeau fiscal sans création d'emploi qui profite aux patrons et actionnaires pour s'enrichir personnellement.
- le taux moyen d'Impôt sur les Sociétés (IS) payé par les entreprises du CAC 40 est de 8 % alors que le taux normal est de 33 % pour toutes les autres entreprises.

A QUI PROFITE LE CRIME ? QUI SONT VRAIMENT LES PRIVILEGIÉS ?

- les seules entreprises du CAC 40 ont engrangé plus de 400 milliards d'euros de bénéfices en 5 ans (dividendes redistribués entre actionnaires).
- la richesse augmente en valeur absolue mais ne profite qu'à 1 % de la population.
- 10 millions de précaires et de travailleurs précaires (faute d'emplois et de salaires décents) vivent en dessous du seuil de pauvreté.

L'impôt participe au financement des infrastructures du pays et a pour vertu de réduire les inégalités. Or, par l'exil fiscal, les dirigeants des grandes entreprises françaises empêchent cette redistribution.

Le statut des fonctionnaires cela sert à quoi ?

La perte du statut de droit public des fonctionnaires ne protégerait plus le citoyen selon un principe d'égalité devant l'impôt. Nous avons l'obligation d'exercer sous respect de règles déontologiques (secret professionnel, neutralité, probité...) contrôlées en permanence.

La privatisation de nos missions, entraînerait un libre accès et l'exploitation commerciale des informations fiscales et foncières personnelles et hautement confidentielles contenues dans nos bases de données informatisées.